

# Table des matières

<b>Sommaire</b>	5
<b>Préface</b>	7
<i>Gérard DELVAUX</i>	
<b>Introduction</b>	11
<i>François STEVENART MEEÛS</i>	
<b>Le professionnel du conseil face au blanchiment : approches préventive et répressive</b>	13
<i>André RISOPOULOS</i> <i>et Olivier KLEES</i>	
Introduction	
Généralités – Limites de la présente contribution	13
<b>Titre I. Bref rappel de l’historique de l’infraction de blanchi- ment</b>	15
Chapitre 1. Le texte initial de l’article 505 du Code pénal	18
Chapitre 2. La modification de l’article 505 du Code pénal et des dispositions relatives à la confiscation spéciale par la loi du 17 juillet 1990	19
Chapitre 3. La modification de l’article 505 du Code pénal par la loi du 7 avril 1995	20
Chapitre 4. La modification de l’article 505 par la loi du 10 mai 2008	21
<b>Titre II. Présentation sommaire de l’infraction de blanchi- ment</b>	22
Chapitre 1. Tentative de définition	22
Chapitre 2. L’objet de l’infraction	23

Section 1. Les avantages patrimoniaux primaires	23
Section 2. Les avantages patrimoniaux de substitution	24
Section 3. Les revenus	24
Chapitre 3. Éléments constitutifs de l'infraction	24
Section 1. L'élément matériel	25
Section 2. L'élément moral	25
Chapitre 4. Caractéristiques de l'infraction	26
Section 1. Délit instantané ou délit continu	26
Section 2. Quelques éléments relatifs à la question de la preuve de l'infraction	27
Chapitre 5. Sanctions pénales du blanchiment	28
Chapitre 6. L'imputabilité de l'infraction	29
Chapitre 7. La participation criminelle	29
<b>Titre III. Présentation sommaire de la loi instaurant le régime préventif du blanchiment</b>	<b>30</b>
<b>Titre IV. Principales nouveautés introduites par la loi du 10 mai 2007 ayant une incidence sur la pratique du professionnel du conseil en matière de blanchiment</b>	<b>31</b>
Chapitre 1. Le moment de la connaissance de l'origine illicite	31
Chapitre 2. L'auteur de l'infraction de base et le blanchisseur	33
Chapitre 3. Blanchiment et fraude fiscale	33
Section 1. Absence de dépénalisation de la fraude fiscale simple	34
Section 2. Limitations de la dépénalisation du blanchiment lié à la fraude fiscale	34
Section 3. La fraude fiscale grave et organisée	35
<b>Titre V. Les avocats et le blanchiment</b>	<b>39</b>
Chapitre 1. Volet préventif: la loi du 12 janvier 2004 transposant la deuxième directive européenne 2001/97/CE	39

Chapitre 2. Volet préventif: le recours des Ordres, l'arrêt de la C.J.C.E. et les arrêts de la Cour constitutionnelle	41
Chapitre 3. L'arrêt du 10 avril 2008 du Conseil d'État français	44
Chapitre 4. Volet répressif et préventif: les avocats, le blanchiment et la fraude fiscale	45
Section 1. L'avocat lui-même	45
Section 2. Le client	48
Chapitre 5. Volet répressif: les honoraires des avocats et le blanchiment	50
Chapitre 6. Volet répressif: les avocats et l'utilisation des comptes carpa	51
Conclusions	52
<b>De l'ingénierie fiscale à la fraude fiscale grave et organisée</b>	55
<i>Thierry LITANNIE</i>	
<i>et Giacomo VOLANTE</i>	
Introduction	55
Titre I. Le libre choix de la voie la moins imposée	56
Chapitre 1. Les fondements du libre choix de la voie la moins imposée	56
Section 1. Le principe de légalité de l'impôt	56
Section 2. Les règles d'interprétation de la loi fiscale	57
§ 1. Interdiction de l'interprétation par analogie	57
§ 2. Règles d'interprétation de droit commun	58
§ 3. Principe de l'interprétation restrictive du droit fiscal	59
Section 3. Position de la question	60
Chapitre 2. La consécration jurisprudentielle du libre choix de la voie la moins imposée	61
Section 1. L'arrêt <i>Brepols</i>	61
Section 2. La théorie de la réalité économique	64
Section 3. Jurisprudence récente	67

Chapitre 3. La requalification sur pied de l'article 344 du Code des impôts sur les revenus	70
Section 1. Introduction	70
Section 2. Champ d'application de l'article 344 du Code des impôts sur les revenus	71
§ 1. « N'est pas opposable »	71
§ 2. « La qualification juridique donnée par les parties »	72
§ 3. « L'acte »	73
§ 4. « L'opération »	73
§ 5. « Constate »	73
§ 6. « Éviter l'impôt »	74
§ 7. Conclusion	74
Section 3. Illustrations pratiques	76
<b>Titre II. La fraude fiscale</b>	77
Chapitre 1. Introduction	77
Chapitre 2. Application des principes généraux de droit pénal aux infractions fiscales	78
Chapitre 3. L'article 449 du Code des impôts sur les revenus	79
Chapitre 4. Éléments constitutifs de la fraude fiscale	80
Section 1. Élément matériel	80
Section 2. Élément moral	82
Chapitre 5. Champ d'application <i>ratione personae</i> de l'article 449 du Code des impôts sur les revenus	84
Chapitre 6. Illustrations pratiques	85
Section 1. Absence de déclaration fiscale, déclaration tardive ou déclaration inexacte	85
Section 2. Refus du contribuable de répondre à une demande de renseignements	86
Section 3. Refus d'un tiers de répondre à une demande de renseignements	89
Section 4. Refus de communiquer à l'administration des livres ou documents ou de les conserver	90
Section 5. Refus de laisser libre accès aux locaux	92

Section 6. Non établissement de reçus, non établissement d'un livre journal, absence de cotation et de paraphe du livre journal	93
Section 7. Sanctions	94
Chapitre 7. Infractions connexes ou liées à la fraude fis-cale	94
Section 1. Le faux en écritures visé à l'article 450 du Code des impôts sur les revenus	94
§ 1. Le faux fiscal	94
§ 2. Illustrations	96
§ 3. Pluralité de faux	100
§ 4. La déclaration fiscale inexacte	101
§ 5. L'usage de faux	102
§ 6. Le faux certificat et l'usage de faux certificat	102
§ 7. Sanctions	103
§ 8. La prescription de l'action publique	103
Section 2. Les entraves à l'enquête fiscale	106
§ 1. Faux témoignage, fausse déclaration et subordination de témoin	107
§ 2. Défaut de comparaître et refus de témoigner	109
Chapitre 8. Sanctions	109
Section 1. Les peines principales	109
Section 2. Les peines accessoires	109
§ 1. Interdiction professionnelle et fermeture prévues à l'article 454 du Code des impôts sur les revenus	109
§ 2. Interdictions professionnelles et fermetures prévues à l'article 455 du Code des impôts sur les revenus	109
§ 3. Modalités d'application de la peine	110
<b>Titre III. La fraude fiscale grave et organisée</b>	<b>112</b>
Chapitre 1. Définition	112
Chapitre 2. Illustrations pratiques	116
Section 1. Le carrousel à la T.V.A.	116
Section 2. Les sociétés de liquidités	118
Chapitre 3. Sanctions	119

<b>Titre IV. La responsabilité pénale des conseillers en cas de fraude fiscale</b>	119
Chapitre 1. Principes généraux de droit pénal	121
Section 1. Imputabilité de l'infraction : comment déterminer la personne pénalement punissable ?	121
§ 1. Imputabilité matérielle	121
§ 2. Imputabilité légale	121
§ 3. Imputabilité judiciaire	122
Section 2. La participation	122
Chapitre 2. Application de ces principes aux conseillers des entreprises	123
Section 1. Le droit pénal général	123
§ 1. Le droit pénal commun	123
§ 2. La participation	123
Section 2. Infractions pénales spécifiques	128
Section 3. Sanctions spécifiques prévues par le Code des impôts sur les revenus	129
§ 1. L'interdiction professionnelle prévue à l'article 455 du Code des impôts sur les revenus	129
§ 2. La solidarité dans le paiement de l'impôt éludé	130
 <b>Les incriminations pénales appliquées au comportement des dirigeants et de leurs conseils</b>	 131
<i>Yves BRULARD</i>	
<i>et Létitia DUMONT</i>	
Introduction	131
<b>Titre I. La responsabilité pénale des dirigeants</b>	141
Chapitre 1. Qui est responsable : la personne physique ou la société ?	141
Section 1. Une responsabilité de la personne morale	141
§ 1. Quand la personne morale est-elle responsable ?	141
§ 2. De quoi est-elle responsable ?	144
§ 3. Comment la personne morale réalise-t-elle l'élément moral ?	145
Section 2. Une responsabilité du dirigeant	146
§ 1. Qui est le dirigeant concerné ?	147

§ 2. Qui est complice ou coauteur?	152
§ 3. Comment se dédouaner de cette responsabilité?	154
Section 3. Partage de responsabilité entre la personne morale et la personne physique	156
§ 1. Responsabilité exclusive	156
§ 2. Cumul de responsabilité	157
§ 3. Synthèse des cas	158
Chapitre 2. Incriminations de droit commun	159
Section 1. Le faux et l'usage de faux	160
§ 1. Définition	160
§ 2. Éléments matériels	161
§ 3. Élément moral	163
Section 2. L'abus de confiance	164
§ 1. Définition	164
§ 2. Remise précaire	166
§ 3. Élément moral	167
Section 3. La corruption	168
§ 1. Définition	168
§ 2. L'acte de corruption	169
§ 3. Élément moral	171
Chapitre 3. Les incriminations issues de textes spécialisés	171
Section 1. Aspect droit des sociétés	172
§ 1. La création de la société	172
§ 2. La vie de la société	172
§ 3. La restructuration de la société	173
Section 2. Aspect droit financier	173
§ 1. Les faux bilans	173
§ 2. La révision des comptes	176
§ 3. Les délits boursiers	177
Section 3. Aspect procédures collectives	182
§ 1. Le concordat	183
§ 2. La faillite	184
§ 3. L'abus de bien social et l'organisation d'insolvabilité	186
 Partie II. La responsabilité pénale des conseillers	 191
Chapitre 1. Règles propres à l'activité de conseil	192
Section 1. Donner des avis	194

§ 1. Définition	194
§ 2. Comportement en cas de connaissance du fait illi- cité	195
§ 3. Actes de participation	195
Section 2. Le conseil	198
§ 1. Définition	198
§ 2. Comportement en cas de connaissance du fait illi- cité	198
§ 3. Actes de participation	199
Section 3. Des actes préparatoires ou exécutoires	206
§ 1. Définition	206
§ 2. Comportement en cas de connaissance du fait illi- cité	206
§ 3. Actes de participation	207
Chapitre 2. Les règles régissant les professions	212
Section 1. Le secret professionnel	212
§ 1. Définition	212
§ 2. Faculté de révéler	213
§ 3. Obligation de dénoncer ou révéler	216
Section 2. Les règles professionnelles	218
§ 1. Définition	218
§ 2. Réviseur	219
§ 3. Avocats	223
Section 3. Les valeurs supérieures	225
§ 1. Droits de la défense et obligation de révélation	225
§ 2. Obligation de dissuader le client de commettre une infraction	228
§ 3. Respect de la relation client avocat	229
Chapitre 3. Dimension internationale	230
Section 1. Risques liés à la compétence	230
§ 1. Un monde globalisé	230
§ 2. Règle de compétence belge	231
§ 3. Règle de compétence française	232
Section 2. Exemple en matière d'abus de confiance	232
§ 1. Exemple	232
§ 2. Belgique	233
§ 3. France	234
Section 3. Exemple en matière de blanchiment	236
§ 1. Exemple retenu	236
§ 2. Règle de compétence	236

§ 3. En France	238
Conclusions	244
<b>Le droit pénal de la fonction publique</b>	<b>247</b>
<i>Adrien MASSET</i>	
Introduction	
Quel droit pénal et quelle fonction publique ?	247
<b>Titre I. Les infractions intentionnelles</b>	<b>249</b>
Chapitre 1. Le faux en écritures et l'usage de faux	249
Section 1. Les éléments constitutifs du faux en écritures	251
§ 1. L'auteur de l'infraction	251
§ 2. Le mensonge ou altération de la vérité	252
§ 3. (Mensonge) commis dans un écrit protégé par la loi	254
§ 4. Réalisation selon un des modes prévus par la loi	260
§ 5. Existence d'un préjudice réel ou possible	261
§ 6. L'élément moral: l'intention frauduleuse ou le dessein de nuire	261
Section 2. Les éléments constitutifs de l'usage de faux en écritures	263
§ 1. L'auteur de l'infraction	263
§ 2. L'existence d'un faux en écritures	264
§ 3. Un fait d'usage	264
§ 4. Existence d'un préjudice réel ou possible	265
§ 5. L'élément moral: l'intention frauduleuse ou le dessein de nuire	265
Section 3. Peines	265
Section 4. Participation	266
Section 5. Causes de justification et d'excuse	267
Section 6. Le faux par rapport à l'espace	267
Section 7. La prescription de l'action publique née du faux et/ou de l'usage de faux	267
Section 8. Les faux et usages de faux du code pénal et les mêmes infractions dans les lois particulières	269
Chapitre 2. Les vols, détournements, abus de biens sociaux et escroquerie	270
Section 1. Le vol – Articles 461 et s. du Code pénal	271

§ 1. Généralités	271
§ 2. Éléments constitutifs du vol	271
§ 3. Le vol d'usage	276
§ 4. Le vol domestique versus le vol commis par un fonctionnaire public à l'aide de ses fonctions	277
Section 2. Le détournement – Article 240 du Code pénal	278
§ 1. Généralités	278
§ 2. Éléments constitutifs	278
Section 3. L'abus de biens sociaux – Article 492 <i>bis</i> du Code pénal	281
§ 1. Généralités	281
§ 2. Éléments constitutifs	282
§ 3. Répression de l'infraction	286
Section 4. L'escroquerie – Article 496 du Code pénal : la concussion (article 243 C. pén.)	286
§ 1. Généralités	286
§ 2. Les éléments constitutifs de l'infraction d'escroque- rie	287
Chapitre 3. La corruption publique	295
Introduction	295
Section 1. La corruption publique	298
§ 1. Base légale initiale	298
§ 2. Éléments constitutifs	298
§ 3. Sanctions pénales et circonstances aggravantes	302
§ 4. Participation	304
§ 5. Personnes morales	304
§ 6. Prescription	305
§ 7. Compétence internationale	305
Section 2. Le trafic d'influence	305
§ 1. Base légale	305
§ 2. Éléments constitutifs	306
§ 3. Sanctions	307
§ 4. Circonstances aggravantes	307
§ 5. Participation	307
§ 6. Personnes morales	308
§ 7. Prescription	308
§ 8. Compétence internationale	308
Chapitre 4. Le délit d'ingérence ou de prise illégale d'intérêt (article 245 du Code pénal)	308

Section 1. La qualité de l'auteur	308
Section 2. La prise d'un intérêt quelconque	309
Section 3. L'administration ou la surveillance exercée sur certaines affaires ou certains actes	309
Section 4. L'élément moral	310
<b>Titre II. La participation à des infractions intentionnelles</b>	<b>310</b>
<b>Titre III. Les infractions non intentionnelles, limitées à l'homicide et aux lésions corporelles involontaires</b>	<b>313</b>
Chapitre 1. Les éléments constitutifs de l'infraction	313
Section 1. Un défaut de prévoyance ou de précaution	313
§ 1. La notion de faute	313
§ 2. Applications jurisprudentielles	316
Section 2. Les coups et blessures ou le décès de la victime	321
§ 1. Les coups et blessures	321
§ 2. Le décès de la victime	321
Section 3. Un lien de causalité	322
§ 1. La notion de lien causal	322
§ 2. Applications jurisprudentielles	324
Chapitre 2. La répression de l'homicide et des coups et blessures involontaires	325
Section 1. La peine	325
Section 2. La tentative	326
Section 3. La participation	326
Section 4. La localisation de l'infraction	326
Section 5. La prescription	327
<b>Titre IV. Les sanctions pénales</b>	<b>327</b>
Chapitre 1. L'emprisonnement	328
Chapitre 2. L'amende	328
Chapitre 3. La confiscation	329
Chapitre 4. L'interdiction de certains droits : droit de remplir des fonctions ou emplois publics, droit d'éligibilité, droit de vote, destitution	330

